

BILAN ÉCONOMIQUE DE LA RÉCOLTE 2016

ONDE DE CHOC

chez les céréaliers français



Chiffre d'affaires en chute libre, charges élevées et aides européennes en baisse affectent le revenu des producteurs de COP en 2016.

La récolte française de céréales conjugue des rendements catastrophiques dans de nombreuses régions et de faibles prix de marché, accentués par une qualité dégradée. Le revenu et la trésorerie de la ferme COP⁽¹⁾ française sont directement et fortement affectés, avec des répercussions à moyen terme sur la compétitivité des exploitations.

En 2016, pour la quatrième année consécutive, la production mondiale de céréales est supérieure à la consommation. Les stocks vont à nouveau progresser (+12 Mt par rapport à 2015). Leur niveau record entraîne un maintien du ratio stocks/consommation élevé (25 % toutes céréales). Ces fondamentaux expliquent en grande partie les prix bas de la campagne.

Très forte dégradation du revenu courant

Les composantes du revenu 2016 des producteurs de céréales et oléo-protéagineux sont dans le rouge : chiffre d'affaires en chute libre, charges

toujours élevées malgré un léger repli (*encadré*) et aides européennes en baisse continue.

Comme les années précédentes, une prévision du revenu de l'exploitation COP⁽¹⁾ moyenne française, correspondant à l'OTEX 15⁽²⁾, a été réalisée à la mi-octobre 2016 par ARVALIS à partir des données du RICA⁽³⁾. La conjugaison de prix bas, de rendements faibles et d'une qualité dégradée dans certaines régions entraîne une baisse prévisionnelle du chiffre d'affaires moyen de la ferme RICA France de 29 % par rapport à la moyenne quinquennale 2011-2015 (-23 % par rapport à 2013-2015). Les charges comptables sont en léger repli avec une baisse de 9 % par rapport à 2011-2015, niveau très proche de celui de 2009. À cela s'ajoute la

En savoir plus

Les définitions du coût de production et du prix d'intérêt, ainsi que les évolutions des charges, sont précisées sur <http://arvalis.info/z0>.

BLÉ TENDRE : un prix d'intérêt 2016 très élevé lié au faible rendement

€ courants	2013	2014 (prov.)	2015 (estim.)	2016 (estim.)
Rendement en t/ha	8	8,2	8,8	5,9
Charges complètes en €/ha	1 764	1 631	1 660	1 610
Coût de production complet en indice (base 100 = 2010)	123	113	103	150
Aides en €/t	41	35	31	44
Prix d'intérêt complet* en €/t	182	177	160	229
Prix d'intérêt trésorerie ou « Cash » en €/t	148	147	128	185
Prix payé au producteur en €/t	179	157	142	127

(*) Voir encadré

Tableau 1 : Évolution de différents indicateurs technico-économiques en blé tendre. Observatoire ARVALIS/Unigrains à partir des données CerFrance COP (estimations au 15/10/2016).

baisse continue des aides depuis 2009 (-23 % par rapport à 2009 et -17 % par rapport à 2011).

Toute variation du chiffre d'affaires (CA) impacte directement le revenu : en moyenne sur les cinq dernières années, 10 % de baisse de CA entraînait une baisse de 75 % du revenu. La conséquence sur le revenu 2016 est donc immédiate : la prévision ARVALIS du revenu courant avant impôt (RCAI) s'établit à -27 000 € par actif non salarié, déduction faite des cotisations sociales de l'exploitant. Ce chiffre se base sur une hypothèse de prix moyen payé au producteur de 127 €/t pour un blé tendre, incluant les différentes qualités, et de 345 €/t pour un colza (hors indemnisation d'assurance récolte de certaines exploitations). L'analyse de la dispersion des revenus montre que 80 % des exploitations COP auront un RCAI négatif après cotisations sociales en 2016. Ce pourcentage atteint plus de 90 % dans les régions les plus touchées par la mauvaise récolte.

Estimées à 1 610 €, les charges complètes de production pour un hectare de blé tendre en 2016 devraient baisser d'une cinquantaine d'euros par rapport à 2015.



© N. Cornec - ARVALIS-Institut du végétal

Les faibles rendements pèsent sur le coût de production

Les charges complètes de production pour un hectare de blé tendre en 2016 sont en retrait par rapport à 2015 d'une cinquantaine d'euros (tableau 1).

Cette diminution s'explique principalement par la baisse du prix d'achat des engrais (-17 €/ha) et du carburant (-14 €/ha). Les charges sociales prévisionnelles de l'exploitant sont également estimées en baisse (-35 €/ha) du fait des faibles revenus des dernières campagnes. Avec 500 €/ha, les charges d'approvisionnement (30 % des charges totales) restent au niveau de la moyenne quinquennale.

Le rendement en blé tendre de l'observatoire ARVALIS/Unigrains est estimé à 5,9 t/ha en 2016, soit 27 % de moins que celui de la moyenne quinquennale de l'échantillon (8,1 t/ha). Si le rendement de la récolte 2016 avait été dans la moyenne, le coût de production complet aurait été de 198 €/t. Le prix d'intérêt complet, obtenu en déduisant de ce coût les aides PAC prévisionnelles 2016, en baisse de 16 €/ha, s'établirait ainsi à 166 €/t. Les prix de marché étant bas, l'année aurait été déjà compliquée. Avec un rendement en baisse de 27 %, le coût de production et le prix d'intérêt augmentent d'autant.

Un déficit de trésorerie très marqué

La trésorerie est un autre critère essentiel dans la gestion d'une entreprise. Pour mesurer les conséquences de la récolte 2016, un solde de trésorerie⁽⁴⁾ a été évalué à partir des données du RICA : il intègre les produits et les charges de trésorerie, dont le remboursement des annuités d'emprunt, les cotisations sociales de l'exploitant et une rémunération des actifs non salariés à hauteur de 1,5 SMIC net (figure 1). Ce solde, s'il est positif, permet de faire vivre l'exploitant au niveau d'1,5 SMIC ; il est utilisable pour un complément de revenu, le paiement des impôts, de l'autofinancement des investissements de l'entreprise ou des provisions de trésorerie.

Après trois années de déficits de trésorerie, évalués entre -2 000 et -7 000 € par actif non salarié, le déficit 2016 atteint le niveau record de -34 000 €. Seules 10 à 15 % des exploitations de l'OTEX 15 pourraient au mieux dégager 1,5 SMIC par actif non salarié.

Le surplus de trésorerie une année donnée peut financer les besoins de l'année suivante. Ce n'est pas le cas en 2016 : le cumul de trésorerie sur trois ans (2014-2016) de la ferme COP France est négatif de 45 000 € par actif non salarié. En prenant en compte les années 2012 à 2016, le cumul de trésorerie reste négatif de 6 000 € par actif. Une analyse sur un échantillon constant montre que 37 % des exploitations auraient même un cumul sur cinq ans déficitaire de plus de 50 000 €. En 2015, une exploitation sur trois avait déjà un solde cumulé déficitaire sur la période 2011-2015.

Des conséquences pluriannuelles sur la compétitivité

Ainsi, il faut non seulement gérer le déficit de trésorerie de la récolte 2016 mais également



Le cumul de trésorerie 2014-2016 est en défaveur des exploitations de grandes cultures COP en moyenne France : -45 000 € contre -10 000 € en bovins viande et -21 000 € en bovins lait.

financer les besoins en trésorerie non satisfaits de la récolte 2017. Les prêts à court terme classiques, adossés ou non aux aides PAC, ne suffiront pas dans de nombreuses situations. Des prêts complémentaires devront être contractés et, sauf exception, il ne sera pas possible de rembourser ce financement avec la récolte 2017. Ces prêts complémentaires seront donc considérés comme des prêts à moyen terme qui augmenteront le montant des annuités d'emprunt. Les exploitations pourront-elles maintenir leur capacité d'investissement tout en assumant ce remboursement supplémentaire ?

« Mesurer l'impact des aléas sur le revenu est la première étape d'une réflexion sur la stratégie à adopter. »

Les élevages également touchés

Une analyse identique à celle des exploitations spécialisées en céréales et oléo-protéagineux a été réalisée en production laitière (OTEX 45) et viande bovine (OTEX 46). Si l'année 2016 n'est pas aussi catastrophique pour ces exploitations, elle est néanmoins difficile : en moyenne France, l'estimation du solde de trésorerie, intégrant la rémunération des actifs non salariés à hauteur de 1,5 SMIC net, est proche de zéro pour les exploitations spécialisées en viande bovine (- 4 000 €) et négative pour les exploitations spécialisées en production laitière (- 16 000 € par actif non salarié). Le cumul de trésorerie sur trois ans (2014-2016) est en défaveur des exploitations de grandes cultures COP en moyenne France : -45 000 € contre -10 000 € en bovins viande et -21 000 € en bovins lait. Sur les cinq dernières années, si la variabilité de trésorerie est plus forte en grandes cultures COP, le solde cumulé en 2016 est négatif dans les différents systèmes : -9 000 € en bovins viande, -13 000 € en bovins lait et -6 000 € en grandes cultures COP.

DÉFICIT DE TRÉSORERIE : aucune production n'est épargnée en 2016

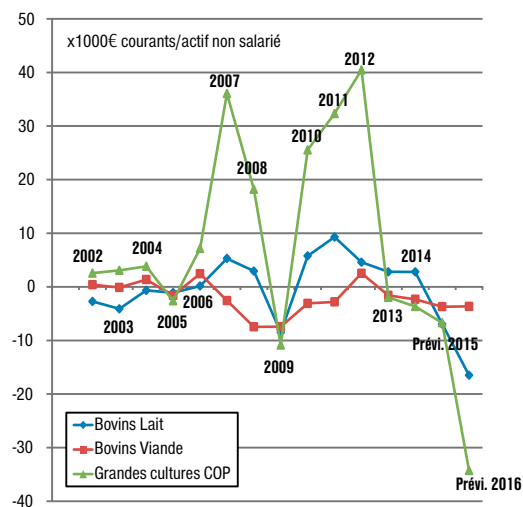


Figure 1: Solde de trésorerie annuel par actif non salarié, après cotisations sociales de l'exploitant avec rémunération de 1,5 SMIC de la main-d'œuvre non salariée.

Moyenne France des exploitations céréalières (OTEX 15), productrices de bovins viande (OTEX 46) ou de lait (OTEX 45). Agreste-Rica Micro-données 2014, traitement ARVALIS (14/10/2016).

Une première approche donne en moyenne, à l'échelle de l'Hexagone, une augmentation minimale des annuités de 25 à 30 %. Cela représente une perte de compétitivité de plus de 10 €/t en blé tendre.

Trois bonnes années, trois mauvaises et une catastrophique posent la question de la stratégie à adopter. En premier lieu, il convient d'évaluer la vulnérabilité de l'entreprise : mesurer l'impact des aléas sur le revenu dégagé les années passées et se projeter à moyen terme. Il faut ensuite analyser si les objectifs souhaités par le chef d'entreprise sont ou non atteints, en moyenne et annuellement, en tenant compte de la variabilité. Enfin, la définition d'un plan d'action passera par une analyse des solutions techniques et financières potentielles.

(1) COP : céréales et oléo-protéagineux.
 (2) OTEX : orientation technico-économique des exploitations
 (3) RICA : réseau d'informations comptables agricoles
 (4) Solde calculé à partir du « revenu disponible » (y compris les revenus exceptionnels), en intégrant une rémunération de la main-d'œuvre non salariée.

Valérie Leveau - v.leveau@arvalisinstitutduvegetal.fr
 Yannick Carel - y.carel@arvalisinstitutduvegetal.fr
 Camille Frottier - c.frottier@arvalisinstitutduvegetal.fr
 ARVALIS - Institut du végétal